

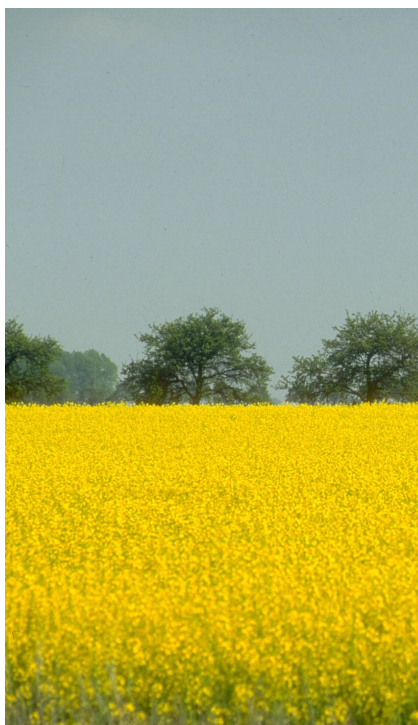


# Pour une écologie humaine

**A**ujourd'hui, l'écologie est sur toutes les lèvres. C'est devenu un enjeu politique, économique et culturel. Pour le monde politique, pour les industriels (des fabricants d'automobiles aux vendeurs de savonnettes), les publicitaires, les médias, parler d'écologie et d'environnement est un moyen de se faire entendre, de vendre ou de se vendre, de susciter l'intérêt ou la sympathie. Notre société, désormais essentiellement urbaine, a des aspirations de retour à la nature qui correspondent bien à ce discours. Par ailleurs, elle aime à se faire peur avec les faux risques, tout en ignorant parfaitement les risques véritables, comme le soulignait Haroun Tazieff.

Les multinationales de l'écologie « verte » abreuvent l'opinion publique de discours alarmistes sur l'état de la planète. Par ailleurs, il semble que chaque dirigeant politique soit obligé de surenchérir sur ses concurrents, chacun prétendant être plus « vert » que l'autre. On peut résumer en deux idées principales la pensée écologique unique qui domine aujourd'hui : nous appartenons tous au « vaisseau Terre » et ce vaisseau va à la catastrophe si nous n'agissons pas immédiatement en réduisant la voile. Il faut « sauver la planète », en économisant ses ressources, entend-on à tout bout de champ. A travers cette métaphore, on retrouve deux des clefs de la dérive écologiste actuelle : la mondialisation et la prophétie dramatisante.

Un catastrophisme généralisé règne ainsi dans les médias alors que les responsables politiques, au lieu de chercher à raisonner leurs concitoyens, cherchent plutôt à se mettre au diapason.



Le Président Jacques Chirac lui-même en est arrivé, pour surfer sur la vague écologiste, à écrire dans *l'Ecologiste*, le magazine d'Edouard Goldsmith, partisan convaincu du retour au Moyen-Age et du tribalisme. « Maintenant, il y a péril en la demeure », déclarait-il à La Haye lors des négociations sur le protocole de Kyoto contre l'effet de serre. Dans sa tribune à *l'Ecologiste*, il écrit : « *Maîtriser le réchauffement climatique constitue une priorité absolue (...) Le réchauffement est une réalité ; il est engagé ; ses effets risquent d'être dévastateurs.* » Et le président français va jusqu'à vouloir dicter leur chemin aux pays en voie de développement : « *Ils doivent être incités à s'engager d'ores et déjà dans des politiques de développement propre* ». Or, on sait que derrière les périphrases des conférences internationales (« développement propre », « développement durable »)

se cache, avec une nouvelle dose d'hypocrisie, la même volonté malthusienne de croissance zéro que le Club de Rome poussait dans les années 70. Depuis le sommet de Rio, qui consacrait le concept de développement durable, l'aide au développement des pays du tiers monde n'a pas augmenté, mais elle a diminué ! Dans les pays industrialisés, l'écart entre les plus pauvres et les plus riches a encore augmenté. Dans le couple environnement-développement, c'est le premier qui a été apparemment favorisé, au détriment du second.

Pour parvenir à imposer cette voie aux pays récalcitrants, Jacques Chirac parle de « volonté politique forte et d'instruments puissants » à l'échelle internationale. Un Jacques Attali est encore plus explicite et direct : « *C'est un sujet sur lequel, à l'évidence, un gouvernement mondial*

s'impose. »

**Le problème est que ce catastrophisme manque sérieusement de base scientifique.**

Prenons un seul exemple, l'Amazonie, devenue en quelque sorte l'emblème de la lutte pour préserver la « nature vierge », le symbole de l'écologie militante consacré lors du Sommet de la Terre à Rio en 1992. Affirmant qu'elle disparaît « à une allure accélérée », on propose souvent de faire du « plus grand refuge planétaire de la biodiversité » une immense réserve interdite au développement. On ne pourrait y fabriquer ou cultiver que des produits traditionnels pour alimenter les magasins branchés occidentaux destinés à une clientèle de « bourgeois bohèmes ». On commence aussi à développer l'écotourisme pour des Occidentaux en mal d'aventure et de retour à la nature. Mais pas question d'y construire des autoroutes, des aciéries, des centrales électriques ou des barrages, autant de dispositifs qui ont permis à l'Occident d'accéder au bien être relatif que nous connaissons par rapport à nos arrière-grands-parents.

Pourquoi un tel interdit ? Parce que l'Amazonie serait une forêt vierge, « non affectée par les hommes », nous dit-on. Or les derniers travaux scientifiques montrent que cette vision est complètement fautive. Dans un excellent livre (*L'ingérence écologique, environnement et développement rural du Nord au Sud*, CNRS Editions, janvier 2001), le chercheur Georges Rossi en fait la synthèse. Contrairement à ce que l'on pensait jusqu'à maintenant, on sait aujourd'hui que l'Amazonie a été colonisée il y a au moins 45 000 ans. Or, la région a connu une période de sécheresse extrême il y a environ 20 000 ans. Le bassin amazonien était alors recouvert de savane aride. En fait de forêt, on ne trouvait plus que quelques îlots autour des fleuves. L'occupation humaine a donc très largement précédé la reconstitution du massif forestier. Les hommes étaient déjà présents lorsque les conditions climatiques sont redevenues favorables à la forêt. Ils ont donc accompagné son redéploiement. Les populations paléo-indiennes avaient maîtrisé l'horticulture dès 9200 avant JC, ainsi que l'industrie de la pierre taillée, la poterie et les peintures rupestres. Plus tard, elles domestiquèrent le manioc, le maïs, le tabac, le coton, les haricots. On connaît aujourd'hui plus de 2000 sites témoignant de l'activité de ces populations. Au début de notre ère, l'Amazonie était même beaucoup plus peuplée qu'aujourd'hui ; elle était le siège de civilisations constituées d'ensembles politiques structurés, regroupant le long des fleuves un tissu urbain relié par des routes bordées d'arbres fruitiers. Des traces de terrassements et d'aménagements considérables indiquent une maîtrise hydraulique permettant une agriculture permanente à base de maïs et de racines ; il existait, dès 2000 ans avant JC, des communautés d'horticulteurs gérant des agrosystèmes forestiers.

Bref, la forêt d'Amazonie actuelle n'est donc pas vierge. Elle a été colonisée, coupée, brûlée, cultivée par les hommes, qui ont largement transformé la topographie, les sols et les eaux de cette région. Cet exemple amazonien pourrait être répliqué à l'infini : il n'y a plus de nature sans homme. La France en est un parfait exemple dans la mesure où tous ses paysages si diversifiés sont le produit de l'action de générations d'hommes ayant transformé leur environnement en l'adaptant à leurs besoins.

Le bocage de Normandie, les forêts pyrénéennes, la Camargue, le marais Poitevin, tous ces milieux ne sont pas

naturels mais sont issus de l'activité de l'homme (les deux derniers exemples ont même moins de deux siècles). Nous avons finalement peu progressé par rapport à la vision naïve des colonisateurs du XIX<sup>e</sup> siècle, qui parlaient de la « grande forêt vierge » d'Afrique de l'Ouest et se lançaient ensuite dans une description de manguiers, d'agrumes, de cocotiers, d'ananas, de bananiers, de kolatiers, etc. Or, l'on sait aujourd'hui qu'il s'agit non de « produits sauvages » mais uniquement d'espèces cultivées, une sorte de verger tropical. Dans la vision « colonisatrice », on n'imaginait pas que les populations « sauvages » puissent aménager un écosystème et y entretenir une biodiversité adaptée à leurs besoins. Le racisme dominant considérait qu'elles ne pouvaient que profiter des fruits d'une nature également « sauvage ».

## LE MYTHE DU BON SAUVAGE

---

**N**ous vivons aujourd'hui la résurrection de ce mythe du « bon sauvage » en harmonie avec son environnement, mythe qui repose sur une ignorance complète des réalités. La différence, c'est que l'on nous propose aujourd'hui de prendre modèle sur les sociétés tribales - qui seraient détentrices d'un savoir ancestral que nous aurions perdu - alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, il s'agissait d'imposer le nôtre.

On pourrait s'en amuser, en remarquant que, si les quelques ours des Pyrénées ne sont pas encore divinisés, ils sont aussi protégés que les crocodiles du Nil de l'Égypte ancienne ou les vaches sacrées d'un hindouisme dévoyé. Et en notant que l'Union européenne a dépensé plus d'un million d'euros pour tenter d'assurer leur reproduction.

Mais le problème grave qui sous-tend cette vision folklorique de l'écologie, c'est qu'elle conteste le fondement de l'histoire humaine, à savoir le progrès technique et l'aménagement des milieux. Rejeter le progrès, préférer la nature à l'homme, équivaut à rejeter la part d'humanité en l'homme, à promouvoir la haine de l'homme poussée jusqu'à la négation de ses propres réalisations. **L'histoire de l'humanité, c'est toujours plus d'hommes vivant mieux et plus longtemps. La croissance démographique engendre le progrès économique et social, l'innovation, l'adaptation.** Elle permet aux sociétés d'accomplir des choses nouvelles. A contrario, la décroissance démographique fait reculer les sociétés. On en a vu une terrible démonstration en Amazonie, où les épidémies importées par les Espagnols et les Portugais ont décimé plus des neuf dixièmes de la population locale non-immunisée. Trop peu nombreux pour maintenir leurs systèmes agricoles, pris au piège d'un système social de servage, les survivants n'ont eu d'autre choix que de retourner dans la forêt.

Mais ce n'est pas là le déroulement « normal ». Ce que l'on constate depuis l'apparition de l'homme sur la planète va toujours dans le même sens : une interaction permanente entre les sociétés humaines et les milieux biophysiques, une emprise croissante de l'homme sur la planète, à la fois par la croissance démographique et le progrès technique. Ce rapport de l'homme à la nature n'est pas et n'a jamais été fixe, contrairement à ce que prétendent les écologistes fondamentalistes qui parlent des « lois immuables » de la nature. **C'est un équilibre dynamique qui est remis en**

**question en permanence par les transformations politiques, économiques et sociales que connaissent les sociétés humaines.** Même la nature n'est pas fixe : le volcanisme et la dérive des continents la transforment sur des échelles de temps longues. A plus court terme, on sait bien qu'il a existé un optimum climatique au Moyen-Age (où il faisait encore plus chaud qu'aujourd'hui) et un Petit Age glaciaire aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Toute politique de conservation ou de réhabilitation de « milieux naturels » qui seraient « menacés » par une recolonisation humaine est ainsi vouée à l'échec. C'est malheureusement celle qui est appliquée partout dans le monde, sous la pression d'organisations idéologiquement motivées comme Greenpeace ou le WWF. Toute définition partant de l'idée d'une nature vierge est biaisée, puisque cette « nature naturelle » n'existe plus depuis l'apparition de l'homme.

On observe aujourd'hui avec étonnement, voire inquiétude, les écologistes qui se livrent à la chasse aux espèces « allogènes » pour tenter de défendre la « pureté » des écosystèmes. Pour l'instant, il ne s'agit que de plantes ou d'animaux, de l'herbe à pampa ou de la tortue de Floride. Seul un Bruno Mégret ose aujourd'hui parler d'un « écologisme biologique » s'appliquant aux espèces humaines, mais une société fondée exclusivement sur la conservation aboutirait fatalement à l'exclusion de l'autre.

Les malthusiens ont par exemple introduit l'idée qu'il existerait une « capacité de charge » des écosystèmes (un chiffre maximal de population humaine), conçue comme une valeur absolue et figée. En réalité, cette capacité de charge n'a de sens qu'à un instant donné, en prenant en compte un certain environnement biophysique et son utilisation dans un certain contexte social et technique. C'est ce que l'économiste américain Lyndon LaRouche a appelé le **potentiel de densité démographique relative**. L'histoire humaine a été marquée par l'accroissement de plus en plus rapide de ce potentiel : dans la société de chasseurs et de pêcheurs de la préhistoire, il s'élevait au mieux à environ dix millions d'êtres humains sur la terre, avec une espérance de vie moyenne de vingt ans ; dans une société industrielle avancée, avec le bénéfice des techniques actuelles étendu à l'ensemble des habitants de notre planète, ces chiffres pourraient dépasser vingt cinq milliards et cent ans.

En fait, **les écosystèmes sont l'objet de perpétuelles transformations**. Vouloir les figer dans leur état actuel ou retourner aux situations passées est utopique. Un recul de la population humaine envisagé par les plus extrémistes (le commandant Cousteau parlait de réduire la population mondiale à 700 millions d'individus), ne permettrait pas de retour aux situations antérieures, dont nous ignorons de toute façon à peu près tout ; elle susciterait simplement un écosystème différent, impliquant une fracture sans précédent dans l'histoire de la biosphère.

## **DE VRAIS PROBLÈMES ÉCOLOGIQUES**

**E**st-ce à dire que les rapports entre l'homme et la planète sont toujours harmonieux ? Non, bien sûr. Il existe dans l'histoire des civilisations de nombreux exemples de sociétés ayant péri ou disparu à cause d'une mauvaise gestion de

ce rapport. Mais globalement, en raisonnant sur une période longue, on constate que l'humanité a su gérer son rapport avec la nature. Cela n'empêche pas des dérives locales, voire des catastrophes écologiques. L'un des exemples récents le plus fameux est l'assèchement de la mer d'Aral par les plans krouchtchéviens, conçus par la bureaucratie moscovite de l'époque. Le développement forcé de l'industrie du coton dans une région inadaptée à sa culture avait nécessité une irrigation massive à partir des deux fleuves qui alimentaient cette mer d'Aral. Ainsi privée de sa source d'eau douce, celle-ci s'est amenuisée jusqu'à perdre les deux tiers de sa surface, ce qui a gravement affecté les écosystèmes environnants, toute l'économie locale de la pêche (on retrouve d'anciens ports au beau milieu des terres) et la santé des populations.

Aujourd'hui, globalement, la sécheresse et la pénurie d'eau affectent une part croissante de la population mondiale : deux milliards de personnes ne disposent pas d'eau potable. Des comportements prédateurs imposés par la misère favorisent la désertification. Ainsi, en Afrique sahélienne, l'utilisation du bois comme combustible détruit les derniers remparts contre l'avancée du Sahara. La solution n'est pas dans un retour au passé, mais dans la possibilité offerte aux pays pauvres d'accéder à des techniques en renouvellement constant et non d'en rester à un stade fixe qui, par définition, épuise les ressources correspondant à ce stade. En ce sens, four solaire et nucléaire ne sont pas contradictoires, mais leur impact positif dépend de l'échelle à laquelle on les déploie : le nucléaire pour de grands projets, le four solaire pour les apiculteurs du Sahel. Il s'agit d'une question de justice économique et sociale, qui rejoint - par le haut - le vrai défi écologique. (Cf. ma rubrique *Grands travaux*).

En France, les abords de nos villes sont défigurés par des centres commerciaux construits contre toutes les règles classiques de l'urbanisme. Le bruit est un fléau quotidien qui détruit la qualité de vie de millions de Français. Nous ne nous satisfaisons plus d'une ville où nos droits seraient réduits au droit au logement et/ou aux transports. **Nous souhaitons un autre rapport à l'espace et au temps en termes qualitatifs de choix, de beauté, de sécurité, de vie quotidienne autant qu'en termes quantitatifs et fonctionnels. Cela concerne bien sûr le logement et le transport, mais aussi les équipements (école, culture, santé), les espaces verts, ainsi que la qualité de l'air ou de l'eau.**

De façon générale, la ville ne doit plus être conçue pour les voitures et les spéculateurs immobiliers. Et il s'agit bien de conception d'ensemble, de **changement fondamental d'orientation économique**. Car toute mesure prise au sein d'un système privilégiant le profit à court terme ne sera au mieux qu'un sparadrap, au pire qu'une manière de détourner l'attention de l'essentiel. La question urbaine renvoie ici à la logique d'ensemble de mon projet.

Nos côtes sont parfois défigurées, malgré le travail remarquable du Conservatoire du littoral. Dans l'esprit du rapport Le Penec, je souhaite renforcer cette institution. A un moment où les régions côtières sont menacées par de nombreux projets d'éoliennes, promus par des « nucléocrates » honteux, une réflexion d'ensemble est nécessaire sur les priorités en matière de politique énergétique. Car aujourd'hui, ces projets sont souvent imposés de façon fort peu démocratique, contre la volonté même des populations locales et la logique économique à

long terme.

Nos rivières, nos fleuves et nos estuaires connaissent des problèmes d'eutrophisation, dus à un excès de phosphates rejetés dans nos eaux usées. La pollution de l'air urbain due aux transports représente maintenant un danger sanitaire démontré pour les personnes fragiles et un désagrément pour tous. Pour la plupart de ces problèmes, la situation est en voie d'amélioration, contrairement au discours catastrophiste tenu par certains. La pollution automobile dans les villes est certes problématique, mais elle l'est beaucoup moins que la pollution acide due à la combustion du charbon dans les années cinquante. De même, s'il est encore un peu tôt pour se baigner dans la Seine, elle est un milieu beaucoup plus sain que dans les années soixante-dix. A cette époque, on ne trouvait plus que cinq espèces de poisson dans le fleuve, contre vingt-cinq aujourd'hui, dont des poissons sensibles à la pollution comme l'ablette et la truite. A tel point que les championnats du monde de pêche à la ligne ont pu se dérouler à Paris en 2001.

On pourrait multiplier ainsi les exemples. Pour résumer, disons que la solution aux problèmes écologiques n'est pas à rechercher dans l'élimination de l'homme ou dans le « moins de technologie », mais plutôt dans le « plus de technologie », à condition que celle-ci soit mobilisée en faveur de l'homme, et non de son exploitation. Ainsi, on n'a pas supprimé le chauffage au charbon en revenant au chauffage à bois, mais plutôt en passant à des technologies plus propres et plus efficaces, comme le gaz naturel ou l'électricité nucléaire.

## **DEUX VISIONS DE L'ÉCOLOGIE : MALTHUSIANISME ET ÉCOLOGIE HUMAINE**

**I**l y a donc deux visions de l'écologie. La première est raciste et malthusienne. Pour en donner un exemple, citons ici François Ramade, le grand pontife de l'écologie scientifique française, dont le manuel universitaire a formé la plupart des écologues opérant aujourd'hui dans le pays : « *L'explosion démographique du tiers monde constitue par elle-même la première des catastrophes qui affectent l'humanité. (...) Si depuis les débuts de la proto-histoire, des groupes humains ont parfois pu excéder les capacités limites de leur environnement local ou régional - fait dont ils ont toujours payé le prix par un effondrement de leurs effectifs, voire par une décadence irrémédiable - il y a toujours eu, pour les survivants, la possibilité de trouver ailleurs les ressources naturelles indispensables à leur survie. (...) La grande marche des affamés vers le Nord est bel et bien commencée.* »

On retrouve ici la notion de capacité de charge limite imposée par les lois intangibles de la nature. Il existe heureusement une autre vision, optimiste, de l'écologie, ou plus exactement du rapport de l'homme à la nature. Elle a été formalisée par le grand scientifique russe Vladimir Vernadski, élève notamment de Louis Pasteur. Pour cette vision opposée, les « lois intangibles » ne sont que des contraintes momentanées, qui peuvent être dépassées dans un processus de développement. Vernadski explique ainsi : « *On peut établir avec précision que la pensée humaine change d'une façon brusque et radicale la marche des processus naturels*

*et modifie ce que nous appelons les lois de la nature.* »

L'activité de l'homme est forcément liée à la biosphère, elle en constitue une partie non seulement légitime, mais nécessaire. La transformation qu'il opère sur la planète, son impact sur les grands cycles biogéochimiques (carbone, oxygène, silicium, fer, etc.) ne sont pas conçus comme négatifs. Au contraire, c'est une occasion de réjouissance puisque cela exprime la capacité vitale à l'œuvre dans le monde : « *L'activité de l'homme apparaît comme facteur géologique, dans lequel la personnalité individuelle se dessine quelquefois clairement et se reflète dans des phénomènes à grande échelle de caractère planétaire.* »

Si nous prenons l'exemple de la synthèse de l'ammoniac, due à la découverte scientifique d'un seul homme (Basilius Valentinus), nous constatons qu'elle a permis la hausse pharamineuse des rendements agricoles au XX<sup>e</sup> siècle et a profondément transformé la société humaine. Avant cette découverte, la quantité d'azote dans le sol était un facteur limitant critique pour la hausse des rendements. La possibilité d'apporter de l'azote supplémentaire permit de s'affranchir de cette limite. Ici, il ne s'agit ni de se priver d'un apport indispensable au progrès humain, ni de répandre mécaniquement un produit sans tenir compte de l'environnement. Il s'agit de mobiliser la pensée humaine pour mesurer l'effet de l'apport de ce produit dans les conditions les plus favorables. La découverte faite par un esprit unique, souverain et créateur, a donc pu changer la face de la planète en rendant possible l'urbanisation de masse (auparavant, les rendements limités imposaient une limite de densité démographique). Seule l'espèce humaine est dotée de cette capacité cognitive à **changer volontairement les données biologiques de sa capacité de peuplement** ; c'est ce qui la distingue absolument de toute autre espèce vivante.

Cette capacité cognitive, qui s'incarne dans une succession de technologies toujours plus efficaces dans la transformation de l'Univers, est aussi ce qui la fait haïr par les écologues malthusiens. James Lovelock, le père de l'hypothèse Gaïa (la Terre serait un être vivant qui contrôle et régule l'évolution de l'environnement géochimique terrestre pour son bénéfice), est l'un d'eux : « *Tous les maux qui nous menacent peuvent se résumer à trois principaux : surpopulation, stupidité politique et gaspillage des trésors de la planète, qu'il s'agisse des ressources finies ou de la richesse vivante renouvelable.* » Pour lui, « *Gaïa souffre de primatémie généralisée - le fléau humain.* »

Vernadski voit au contraire dans la capacité humaine de transformation une merveilleuse invention qui épanouit le vivant : « *La grande forme nouvelle d'énergie biogéochimique que constitue le processus de travail de l'espèce humaine dans la biosphère, qui est dirigée de façon complexe par la pensée humaine - la conscience. Il est remarquable de constater que la croissance des machines au cours du temps, au sein de la structure de la société humaine, suit aussi une progression géométrique, tout comme la reproduction de la matière vivante, y compris des êtres humains.* »

**Le machinisme n'est donc pas une odieuse déviation de l'harmonie naturelle, comme le croit Antoine Waechter et comme le croyait Martin Heidegger, mais c'est l'aboutissement légitime d'un développement organique de la planète.** Cette action de l'homme change profondément l'histoire géochimique. « *Dans l'histoire de tous les éléments*

chimiques, c'est un fait d'une importance unique. Pour la première fois dans l'histoire de notre planète, nous voyons la formation de composés nouveaux, un changement inouï de la face terrestre. » Vernadski parle ici des masses importantes de métaux libres, qui n'existaient auparavant que sous forme oxydée. Il aurait été encore plus émerveillé par les plastiques modernes ouvrant de nouvelles possibilités au sein de la biosphère. « *L'homme augmente partout la quantité d'atomes qui sortent des cycles anciens - « cycles éternels » géochimiques. Il renforce la perturbation de ces processus, en introduit de nouveaux, dérange les anciens. Une force géologique nouvelle est certainement apparue à la surface terrestre avec l'homme.* » C'est ce que Vernadski appelle la **noosphère**, qui se place au-dessus de la biosphère et **comprend le règne de l'esprit humain (noos)**. « *La noosphère est le nouveau phénomène géologique sur notre planète. Pour la première fois, l'humanité représente une force géologique à grande échelle. L'homme peut et doit rebâtir son milieu de vie par son travail et sa pensée, le transformant de plus en plus par rapport au passé. Des possibilités créatives s'ouvrent de plus en plus largement devant nous...* » Quel contraste entre le ton optimiste de Vernadski et les écologistes malthusiens actuels, qui veulent au contraire limiter le développement des pouvoirs productifs de l'homme, restreindre l'augmentation de sa consommation et de sa production d'énergie, et même aller jusqu'à lui interdire de développer certains types de technologie (nucléaire, barrages, organismes génétiquement modifiés) !

Par exemple, depuis la fin de la Guerre froide, les pays du Nord ont lancé une offensive générale contre les pays qui construisent des barrages, alors même que ces barrages sont les outils avec lesquels ils ont assuré leur développement (pensons par exemple au programme de la Tennessee Valley Authority lancé par Roosevelt aux Etats-Unis). Les pays du Sud se voient refuser des crédits : la Banque mondiale ne participe plus au financement des barrages construits dans le monde qu'à hauteur de un pour cent. Des ONG basées en Californie (une région qui serait invivable sans ses barrages, parce que condamnée à la sécheresse) souhaitent mettre fin à toute construction de barrages dans le monde, prétextant que les inconvénients environnementaux sont trop importants. La campagne mondiale menée par l'Angleterre contre le barrage des Trois Gorges en Chine a pu ainsi être qualifiée par certains de « nouvelle guerre de l'opium ». Dans 70 % des cas, les barrages ont un usage alimentaire : ils servent à assurer une réserve en eau suffisante pour la mise en culture de terres autrement arides. On conçoit donc clairement que l'arrêt des barrages signifie la condamnation au sous-développement, particulièrement pour les nations d'Asie et du sous-continent indien qui ne bénéficient pas d'un apport régulier d'eau pluviale.

Le contraste entre écologistes malthusiens et humanistes n'est pas un hasard. Il est situé historiquement et politiquement. **Les écologistes malthusiens actuels sont les héritiers - conscients ou pas - d'une tradition financière vénitienne**, apparue notamment dans les écrits de Giovanni Botero (1543-1617) et de Gianmaria Ortes (1713-1790). Pour eux, les ressources terrestres étant limitées (ce qui est exact dans un système économique clos), il est nécessaire de réduire la masse de population lorsque sa consommation devient excessive, soit en raison de son nombre, soit en raison

de sa volonté de vivre mieux (c'est le raisonnement suivi par un grand nombre d'écologistes lorsqu'ils affirment que la planète ne pourrait pas survivre si tous les Chinois avaient une voiture). Leur conclusion est qu'il faut « respecter la nature » pour permettre à l'oligarchie en place de continuer à contrôler un monde dans lequel le mode de production demeure « durable », c'est-à-dire fixe. Cette conception incompétente de l'homme entraîne fatalement l'épuisement des ressources données, puisqu'elles ne sont pas renouvelées par l'introduction de modes de production nouveaux, une baisse de la capacité d'accueil démographique et, finalement, la chute de ces types de sociétés.

Au contraire, **les écologistes humanistes, dont Vernadski fut l'héritier**, voient dans la biosphère de notre planète le produit d'organismes vivants. Le pensant, l'être humain, est capable d'orienter ce vivant en découvrant les lois de son développement, et donc en introduisant, à partir de ses découvertes, des modes de production nouveaux, permettant d'en étendre le champ. **Ainsi, l'objectif d'une véritable politique écologique, dégagee de son entrave malthusienne, est de promouvoir les conditions de maintenance et de développement des infrastructures - recherche, santé publique, éducation, grands travaux... - nécessaires pour améliorer les conditions de vie humaine pour tous et donc la capacité d'accueil de la biosphère. Nous devons améliorer la biosphère de la même manière qu'un agriculteur améliore les terres stériles, les transformant en terres fécondes par l'application d'inventions humaines ; de la même manière que Franklin Roosevelt entendait engager une politique de grands travaux infrastructurels, à l'échelle du monde, après la Deuxième Guerre mondiale, ou encore de la même manière que mon projet politique le propose aujourd'hui.**

Tout programme environnemental cohérent doit donc respecter et même viser à développer cette capacité cognitive humaine. Or, la plupart de ceux qui sont élaborés aujourd'hui s'en défient, la considérant même parfois comme l'ennemi à abattre. Partout, dans les pays du sud, des paysans sont exclus de la gestion des parcs naturels, traités comme des prédateurs ignorants, méprisés exactement comme à l'époque coloniale. Au Nord, ce sont les chercheurs ou les ingénieurs qui sont ostracisés. Dans un rituel luddite<sup>1</sup>, José Bové et les siens détruisent des champs de recherche publique consacrés à l'étude des risques que pourraient présenter les OGM. L'idée générale qui revient souvent dans la bouche des écologistes est : « *Il n'y a pas de solution technologique à la crise écologique.* » Il faudrait selon eux s'adapter à un monde rétréci et donc consommer moins ou circuler moins, exactement comme le souhaitaient les notables vénitiens, non pas bien entendu pour eux-mêmes, mais pour leur bétail humain.

Le « développement durable » dont on parle tant aujourd'hui ne doit pas vouloir dire croissance zéro, comme le soutiennent les plus extrémistes des écologistes. **Les promesses faites lors du sommet de Rio pour l'aide au développement (y consacrer au moins 0,7% du PIB des pays industrialisés) n'ont pas été tenues.** Il est désormais temps de tenir nos promesses. C'est à la fois un impératif moral vis-à-vis de nos frères du tiers monde et l'intérêt bien compris de nos populations occidentales. **En tant que Président, je me rendrais au prochain sommet de l'ONU**

**sur l'environnement et le développement, pour assurer que les pays développés tiennent cet engagement et que la France donne l'exemple.** Je sais pouvoir compter sur le soutien actif de grands pays comme l'Inde et la Chine, mais aussi de très nombreux dirigeants des nations du tiers monde, qui aspirent au développement pour soulager leurs concitoyens du poids de la misère. **J'irais même beaucoup plus loin : j'exigerais que l'on annule la dette des pays du tiers monde et des pays moyens surendettés (Argentine, Turquie, Indonésie...) par un système financier injuste et illégitime, afin de remettre les comptes de la croissance à zéro et fournir l'oxygène nécessaire à un renversement de la tendance.** La question de la dette a été systématiquement exclue des grandes conférences onusiennes de la dernière décennie (Rio, Dublin, Le Caire, Istanbul) pourtant soi-disant consacrées au développement. Cette hypocrisie ne peut continuer.

Le « développement durable » ne doit pas être défini de façon uniforme par des bureaucrates anglo-américains : il dépend étroitement des cultures et des besoins propres à chaque peuple. L'anecdote suivante résume bien l'ambiguïté fondamentale du concept : un élu de Madagascar, considérant l'importance des efforts financiers consentis par le WWF pour sauver les lémuriens (au nom du développement durable et

de la biodiversité), demandait au représentant du WWF, qui gérait le parc de l'Ambre : « *Ne pourriez-vous pas considérer nos enfants comme des lémuriens ?* »

De même, on voit mal au nom de quoi nous serions en mesure de définir pour les générations qui nous succéderont les critères immuables d'un « développement durable juste ». Le développement durable - l'équilibre entre les nécessités économiques, sociales et naturelles - n'a pas et n'a jamais eu un visage unique. Chaque culture, chaque génération invente sa réponse dans un environnement toujours changeant. Elle le fait en s'appuyant sur son imagination et sa créativité. C'est pourquoi, contrairement à ce que disent les écologistes malthusiens, un gouvernement mondial au-dessus des nations ne serait pas une bonne solution pour l'environnement. L'Etat-nation républicain basé sur la démocratie participative et incorporant certaines formes d'autonomies régionales, reste la meilleure forme inventée par l'homme pour résoudre ses problèmes.

Ma conviction profonde est donc qu'il faut changer totalement de point de vue : passer d'une écologie malthusienne à une écologie humaine, fondée sur l'idée de **responsabilité** vis-à-vis de l'homme et de la nature. Opposer l'un à l'autre n'aboutirait qu'à détruire les deux, en promouvant un désordre irrationnel, une entropie sans futur.

---

*1. au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Mathias Ludd dirigea un mouvement de travailleurs qui allait casser les machines en les accusant d'être à l'origine de leur misère. Des économistes comme Friedrich List, Karl Marx ou Charles Dupin condamnèrent ce mouvement, le considérant comme le meilleur allié des oppresseurs. Aujourd'hui, René Riesel, cofondateur avec José Bové de la Confédération paysanne et collaborateur d'Edouard Goldsmith, s'en réclame ouvertement (dans L'Ecologiste, automne 2000, vol.1 N°1).*